

L'Europe doit beaucoup à la Grèce, historiquement comme politiquement, et jusqu'à son nom, celui de la fille d'Agénor et de Téléphassa, enlevée et violée par Zeus en Crète... Les noms et les principales notions de politique, mais aussi des différentes sciences sociales, de l'histoire à l'économie, des mathématiques à la philosophie, sont d'origine grecque : ainsi, **la monarchie et la démocratie, par exemple, qui sont, à mes yeux, les éléments essentiels du débat politique en France**

, même si le terme république, d'origine latine, a tendance à les cannibaliser ou à les occulter dans la plupart des expressions politiques et civiques, jusqu'à entretenir quelques confusions malheureuses, en particulier lorsque les hommes du pays légal évoquent les « valeurs »...



L'Europe doit beaucoup à la Grèce et pourtant, l'Europe ne lui en est guère reconnaissante ces dernières années, et encore moins l'Union européenne depuis 2010 et le déclenchement de la crise grecque qui a révélé, non seulement la forte corruption des féodalités politiciennes locales, mais aussi et surtout que **les institutions européennes avaient fait le choix d'un libéralisme qui, en définitive, s'accorde mal à la solidarité pourtant nécessaire à la cohésion de l'ensemble européen** : ainsi, c'est

une Grèce exsangue

qui va, à partir du 1

er

janvier, présider l'Union européenne pour six mois, une Grèce qui n'en finit pas d'expier les fautes des siens politiques et les défauts de construction de la monnaie unique, et de subir un véritable régime punitif de la part d'une troïka constituée de l'Union européenne, de la Banque centrale européenne et du Fonds monétaire international.

« **Cinq ans de traitements de cheval des bailleurs financiers ont produit le plus haut chômage d'Europe (27 % en moyenne et près de 60 % pour les jeunes de moins de 25 ans)** », rappelle Laurent Marchand dans son article du quotidien *Ouest-France* (lundi 30 décembre 2013), tandis que, dans ce même journal, Marc Pennec enfonce le clou : « **Dans un pays d'à peine onze millions d'habitants, on compte désormais 1.450.000 chômeurs, un million de plus qu'il y a trois ans. Le PIB a chuté de 25 %, le pouvoir d'achat de 37 %. Entre 2008 et 2012, la consommation a reculé de 30 %.**

» Et

Le Figaro

d'ajouter : «

La dette publique atteint 322 milliards d'euros fin 2013, soit 176 % du PIB. Elle est jugée insoutenable sur le long terme.

» Un tableau économique et social terrifiant, et dont les effets se font dramatiquement sentir, y compris dans le domaine de la santé publique : «

Trois Grecs sur dix n'ont plus de couverture sociale, si on compte les ayants droits, rapporte Christina Psarra, responsable de Médecins du Monde à Athènes.

De plus en plus d'enfants qui ne sont ni couverts ni vaccinés. (...) Depuis septembre, (...), si l'enfant ne présente pas de carnet de vaccination, il peut être déscolarisé.

» Sans oublier l'augmentation tout aussi terrifiante du taux de suicide des Grecs, pourtant jadis le plus bas d'Europe !

On aurait pu attendre de l'Union européenne envers les citoyens grecs une certaine solidarité, même critique des causes intérieures qui avaient aggravée la situation : or, l'UE n'a joué qu'un rôle sinistre de Père Fouettard, et, par ses principes idéologiques libéralistes, ses blocages europhiliques, ses institutions mêmes, **cette « Europe légale » qui apparaît si lointaine de « l'Europe réelle »** a manqué à ce qui aurait pu être ses devoirs si elle avait eu quelque conscience au-delà de ses seuls intérêts financiers...

Et d'ailleurs, la troïka qui « occupe » Athènes (selon le terme employé par de nombreux Grecs), **cette troïka dans laquelle l'Europe a la part la plus importante**, continue à écraser la Grèce et à lui compter l'aide à lui apporter de la façon la plus sordide : ainsi, elle réclame instamment **la levée du moratoire sur les expulsions et les saisies immobilières, et cela pour permettre, dit-elle, le recouvrement des créances impayées des banques** ... Mais quelle est donc cette Europe qui oublie les hommes et les réduit à la misère lorsque ce sont les banques et les politiciens qui ont, d'abord, failli ?



Des manifestants grecs brûlent un drapeau de l'Union européenne... un geste symbolique !

La Grèce, « **cette Grèce où nous sommes nés** », comme l'écrivait **Thierry Maulnier** (ce royaliste qu'il est urgent de relire en ces temps troublés), mérite mieux que les oukases des banquiers de l'euro : elle peut être, au-delà de ses épreuves terribles, **l'occasion de penser une nouvelle fondation de l'Europe, au-delà et peut-être même hors des clivages et des habitudes d'une Union européenne trop peu sociale pour être viable à long terme**

...

